



Éducation à la défense

Mise en œuvre du parcours de formation

À destination des Inspecteurs d'académies/inspecteurs pédagogiques régionaux et des Inspecteurs de l'Éducation nationale des enseignements généraux, des professeurs

« DÉFENSE, RÉSILIENCE, SÉCURITÉ NATIONALE : DES PISTES POUR ÉLABORER UNE STRATÉGIE ACADÉMIQUE DE FORMATION »

Introduction

Trois éléments de réflexion se conjuguent pour décliner, à l'échelon académique, la politique publique arrêtée dans le cadre du programme national de formation. C'est d'abord la prise en compte du contexte académique et de l'historique des relations avec les partenaires civils et militaires, pour évaluer les jeux de moteurs et de freins et déterminer les actions à entreprendre. C'est ensuite l'exigence de penser et concevoir la formation en fonction de l'effet final recherché pour la construire : que défendre ? Qui défend ? Comment défendre ? C'est enfin et dans une logique contractuelle, accepter l'autonomie des acteurs, penser l'équilibre de leurs droits et de leurs devoirs, accepter la construction d'un bilan partagé.

Partie 1 : prendre en compte le contexte académique en amont de l'élaboration d'une stratégie

La nécessité de prendre en compte l'historique du trinôme de l'académie

Conformément à la [convention-cadre relative à l'action des trinômes académiques](#) (22 novembre 2017), la stratégie académique de formation s'élabore, sous l'autorité rectorale qui la valide, dans une dynamique partenariale entre le représentant du ministère des armées, celui de l'éducation nationale

et celui de l'association régionale des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Ce travail partenarial est inégalement établi au sein des différentes académies et son degré d'intensité peut fluctuer dans le temps en fonction d'éléments conjoncturels. De ce fait, avoir une bonne connaissance des structures impliquées dans le trinôme, de l'historique de leur fonctionnement et des personnes qui les portent est un enjeu majeur pour faciliter la mise en place d'une stratégie de formation efficace, qui saura exploiter les logiques de réseaux qui sont à l'œuvre pour faire vivre dans la durée le partenariat interministériel chargé de la construire.

L'utilité d'établir un diagnostic territorial des facteurs favorisants et des freins potentiels à l'action

Il est utile de s'attacher à établir un état précis, instruit et régulier de la présence des unités militaires sur le territoire académique, d'analyser leurs dynamiques récentes et les conséquences de leurs éventuels replis. Les situations sont très inégales, certaines académies étant riches de cette présence tandis que d'autres pouvant être considérés comme de véritables « déserts militaires ».

Au-delà des unités militaires, il faut de ce fait connaître les autres structures avec lesquelles le travail de co-construction est susceptible de s'élaborer comme les centres du service national et de la jeunesse, les centres d'informations et de recrutement des forces armées, les groupements de gendarmerie, les institutions gérant les lieux de mémoire dédiés aux conflits contemporains, les directions départementales de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre ([ONACVVG](#)), les services des collectivités territoriales chargés de leur politique mémorielle, etc.

Il est de même important d'établir un lien étroit et durable avec l'association régionale de [l'IHEDN](#), en n'hésitant pas à entretenir des liens formels et informels avec ses représentants et en s'associant régulièrement à ses actions ou en intervenant auprès de ses membres.

L'intérêt de la tenue d'un groupe de pilotage pour définir la stratégie de formation

La tenue régulière d'une instance de pilotage chargée de présenter et de valider la stratégie de formation constitue un repère annuel dans la définition des orientations qui lui sont données. Elle améliore sa visibilité institutionnelle et, ce faisant, lui donne davantage de crédibilité aux regards des acteurs académiques et des partenaires.

Il peut être important de donner à une telle instance toute la solennité adéquate en instituant le principe d'une co-présidence par les plus hautes autorités rectorales et militaires, qui associe étroitement la direction de l'association régionale des auditeurs de l'IHEDN.

L'instance gagne à associer l'ensemble des acteurs potentiels de l'éducation à la défense : les différents acteurs impliqués au sein des armées et de l'éducation nationale, les principales institutions et associations mémorielles, les référents défense des universités et de l'INSPÉ, celui de la Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF), les représentants des collectivités, des personnalités qualifiées reconnues à l'échelle de l'académie comme jouant un rôle dans les questions de défense, etc.

Pour des raisons d'efficacité, il est souhaitable que l'instance valide des options de formation élaborées par un groupe de travail restreint qui a travaillé en amont sous l'autorité du recteur.

Partie 2 : penser la formation pour mieux la construire

Les contenus incontournables pour incarner l'esprit de Défense/résilience et sécurité nationale

Défense, résilience et sécurité nationale sont au cœur des enjeux historiques, sur le temps long et le temps présent. Monsieur Tristan Lecoq souligne l'importance des questions suivantes, pour définir les contenus de formation : « Que défendre ? Qui défendre ? Comment défendre ? ». Il est également essentiel de convoquer l'actualité avec le recul indispensable. Les thématiques agitant parfois les médias ne peuvent pas uniquement devenir le fondement des thématiques d'un parcours de formation. Un parcours de formation doit être écrit et doit s'inscrire dans un temps étiré, temps de la réflexion et de la projection.

Les liens avec les programmes d'enseignement et les parcours éducatifs sont incontournables ; leur contenu est à interroger sans cesse dans les modules de formation : ils appellent donc à une forme d'expertise essentielle des professeurs. Cette expertise doit également être celle des cadres, chefs d'établissement et corps d'inspection, dans leur mission de pilotage.

Importance de déterminer et cibler les publics dans la logique de l'andragogie

De nombreux travaux nourrissent [définition et réflexion d'andragogie](#), notamment ceux d'[Eduard Lindeman](#) dans les années 1920 ou plus récemment [Michel Sonntag](#).

La logique de l'École académique de formation continue (E AFC) semble s'inscrire dans la définition de l'Institut canadien des adultes, au début des années 1970, définition renouvelée par E. Ollagnier et B. Charlot : « le terme d'éducation des adultes désigne toute activité organisée ayant pour but de favoriser chez l'adulte le développement d'attitudes, de connaissances, d'aptitudes ainsi que l'intériorisation de valeurs lui permettant d'exercer, de manière plus moins critique ou créative selon le cas, son rôle dans la société ». Ainsi, la formation des adultes devrait également viser la construction de liens sociaux, au devenir de soi et à l'épanouissement de soi, de l'autre et des autres au profit du plus grand nombre.

Le public visé, comme évoqué précédemment, ne doit donc pas se limiter aux professeurs de toutes les disciplines mais être élargi aux chefs d'établissement, aux Inspecteurs (IEN ; IEN-ETEG-IO ; IA-IPR) ainsi qu'aux cadres administratifs, qui doivent être au fait des questions de Défense et de sécurité nationale, en lien avec les enjeux de l'EDD, de Mémoire et de citoyenneté, de Valeurs de la République. Le cadre de la formation statutaire au niveau nationale et aux échelons des Régions académiques et des académies peut être mobilisé.

La logique de formation initiale est également à convoquer : sensibiliser les publics stagiaires, en lien avec l'INSPÉ fait partie des réflexions dans les parcours.

Les aspects pluriannuels de l'EAFC et la formation des cadres

Le parcours de formation EAFC ne s'inscrit plus dans une logique de PAF, plan académique de formation.

Il s'agit bien de concevoir une architecture congruente. Cette architecture est à bâtir avec des modules en présentiel ou en distanciel (synchrone ou asynchrone) de connaissances et d'échanges, des modules de personnalisation, permettant à l'agent formé de répondre à des besoins identifiés et des modules de transférabilité pour la construction d'une culture commune.

Ces modules sont à déployer sur le temps long et rythmé nécessaire à la transformation des pratiques et des valeurs liées à la Défense et la sécurité nationale. Ils donnent ainsi des temps de perspectives indispensables.

L'idée est identique pour la formation des cadres : modules nationaux, modules régionaux et académiques sur des temps dédiés permettent la construction d'une solide expertise.

Accompagnement, évolution des gestes et des postures professionnelles, aide au pilotage, ancrage des valeurs liées au sujet : telles sont les finalités à rechercher.

Partie 3 : évolutions et perspectives de la formation

L'importance d'établir des bilans réguliers

Dans la logique des parcours de formation, en lien avec les enjeux de Défense et de sécurité nationale, il semble indispensable que des retours d'expériences soient régulièrement mis en œuvre au regard des questions suivantes :

- Identification des besoins des différents personnels formés : un parcours à destination de professeurs stagiaires de plusieurs disciplines n'est pas conçu comme un parcours pour des professeurs titulaires d'histoire-géographie par exemple ;
- Formation des formateurs impliqués dans les parcours : les connaissances, l'ingénierie, l'expertise d'un formateur ne peuvent pas être uniquement généraliste quand il s'agit de traiter des questions pointues et essentielles pour la Nation ;
- Mutualisation des éléments de transférabilités produits : ces derniers, lorsqu'ils sont reconnus de qualité remarquable, ont vocation à être diffusés, non pas pour modéliser mais pour inspirer et éclairer.

L'adaptabilité

Si elle gagne à s'inscrire dans le temps long comme un incontournable au sein des parcours de formation proposés par les nouvelles EAFC, la stratégie académique de formation aux enjeux de défense ne peut être reproduite chaque année sans s'adapter, d'une part, dans ses contenus, aux évolutions géopolitiques ou aux changements de programmes d'enseignement et d'autre part, dans sa forme, aux évolutions des modalités de formation souhaitées par l'institution.

Concernant les contenus, sur les deux décennies qui s'écoulent, on a pu constater que s'additionnaient des préoccupations naissant de l'évolution des contextes. S'il s'agissait essentiellement autrefois de nouer le partenariat entre l'éducation nationale et les armées pour dépasser les clivages et les clichés entre les deux institutions, les bouleversements géopolitiques des années 2000 ont conduit à porter l'accent sur la notion de puissance, sur les conflits enlisés (Afghanistan, Irak) ou sur les grandes inflexions stratégiques de la défense nationale.

Dans la deuxième décennie du vingt-et-unième siècle, la réflexion s'est élargie aux problématiques liées à la notion de défense globale puis à réorienter les contenus, après les vagues terroristes, vers le lien entre sécurité intérieure et déploiement des opérations extérieures. En ce début des années 2020, il s'agit désormais de prendre en compte les incertitudes liées au retour de la guerre en Europe.

Concernant les modalités de la formation, l'accent a été mis historiquement sur l'actualisation des connaissances des enseignants, sous la forme de conférences, puis sur les partenariats multiples, en insistant sur la démarche de projet qui en découle, avant d'intégrer les démarches pédagogiques susceptibles de favoriser l'engagement des élèves autour des questions de défense, notamment par la promotion des classes de défense.

Points de vigilance et préconisations sur les perspectives

- Dans le choix des contenus, il convient de ne pas tomber dans l'écueil de vouloir commenter ce qui relève de l'hyper actualité, en choisissant de traiter des thématiques sur lesquelles le recul est insuffisant.
- Il convient de proposer un programme pluriannuel de formation, conformément à la logique encouragée par l'E AFC, qui reste réaliste et n'engage pas les professeurs dans un parcours qu'ils ne parviendront pas à achever ou qui seront découragés par son intensité.
- L'éducation à la défense ne doit pas rester le pré-carré de quelques professeurs acquis d'avance à la thématique et possédant des prérequis dans ces domaines. Il est important de penser la stratégie de formation pour un large éventail de personnels, et de la rendre attractive pour tous, y compris pour ceux qui sont éloignés du monde militaire.

Conclusion

Quelles que soient les entreprises, actions, formations envisagées, y compris dans un cadre interdisciplinaire utile, mais dans lequel les démarches relatives aux disciplines enseignées conservent, illustrent et confortent leurs légitimités respectives, il convient de rappeler que le cœur de nos enseignements repose sur une base disciplinaire (connaissances, compétences, démarches).

Il semble dans ce contexte important de bien distinguer ce qui ressort, respectivement, de la formation, de la préparation et de la sensibilisation aux questions relatives à la défense et la sécurité nationale dont la nature même, si elle s'incarne dans des dispositifs différents, est singulière : la défense de la France.